

« Priorités françaises »

**Le baromètre L'ObSoCo-CEVIPOF
des préoccupations majeures des
Français**

Note n° 1/3 : Quinze ans de préoccupations française, une
recomposition profonde de l'agenda citoyen (2015-2020-2025)

Novembre 2025

Contact CEVIPOF

Sylvain BROUARD

Directeur de recherche

Contacts L'ObSoCo

Guénaëlle GAULT

Directrice générale

g.gault@lobsoco.com

Sébastien BOULONNE

Chef de projet

s.boulonne@lobsoco.com

Baromètre « Priorités françaises »

Donner la parole aux Français, sans filtre

« Priorités françaises » constitue le premier baromètre trimestriel conçu pour mesurer les préoccupations de la population française à travers une méthodologie spécifique de questionnement ouvert, posé avant toute autre question d'opinion, à un échantillon national représentatif de 2 000 personnes – « A votre avis, quel est le problème LE PLUS IMPORTANT pour la France aujourd'hui ? ». Cette approche, qui ne propose ni liste prédéfinie ni suggestion, permet l'émergence et la formulation spontanée des priorités citoyennes (près de 4000 verbatims recueillis), sans que l'agenda ni les termes employés ne soient dictés par les instituts, les médias ou les acteurs politiques. Les répondants s'expriment librement, avec leurs propres mots, révélant ainsi non seulement les préoccupations dominantes mais également les signaux faibles – ces tendances émergentes qui montent silencieusement avant de s'imposer dans le débat public. Tout en reconnaissant que l'opinion publique se construit dans un dialogue complexe entre citoyens, médias et sphère politique, ce baromètre entend capturer la voix citoyenne dans sa spontanéité et capter les dynamiques d'opinion « par le bas ».

Un outil disparu, un besoin toujours présent

Inspirée de la méthode du Most Important Problem (MIP), éprouvée internationalement et autrefois pratiquée en France, cette approche avait disparu du paysage des études d'opinion alors même qu'elle constitue un instrument indispensable à la compréhension du débat public. Le baromètre « Priorités françaises » renoue avec cette tradition méthodologique en s'appuyant sur l'expertise combinée de L'ObSoCo et du CEVIPOF et les données historiques du CEVIPOF. Cette profondeur temporelle permet non pas d'opposer artificiellement opinion publique et discours médiatico-politique, mais d'objectiver leurs éventuels décalages et convergences, tout en restituant leurs évolutions dans la durée.

Trimestre après trimestre, le baromètre entend dessiner ainsi la cartographie des priorités françaises, et éclairer les dynamiques profondes de l'opinion et offrir une perspective de temps long trop souvent sacrifiée au profit de l'immédiateté du commentaire.

Toute citation devra porter la mention : Baromètre « Priorités françaises », L'ObSoCo / CEVIPOF
Les données brutes de l'enquête sont disponibles en open data sur le dataverse de Sciences Po

Note méthodologique

Les pourcentages présentés dans ces analyses correspondent à la proportion d'individus ayant spontanément évoqué chaque préoccupation (en premier ou en second) en réponse à la question ouverte « **Quel est selon vous le problème LE PLUS IMPORTANT auquel le pays est confronté aujourd'hui ?** ». Ces données sont issues d'enquêtes réalisées auprès de 2000 personnes représentatives de la population française métropolitaine en septembre 2025, 2006 en septembre 2020, et 1506 en octobre 2015.

Le recodage des réponses à la question a été effectué en utilisant une grille de classification adaptée du système de codage des politiques publiques du Policy Agendas Project. Cette grille comprend 27 domaines principaux subdivisés en plus de 250 sous-domaines spécifiques.

Le codage s'est appuyé sur plusieurs principes méthodologiques essentiels :

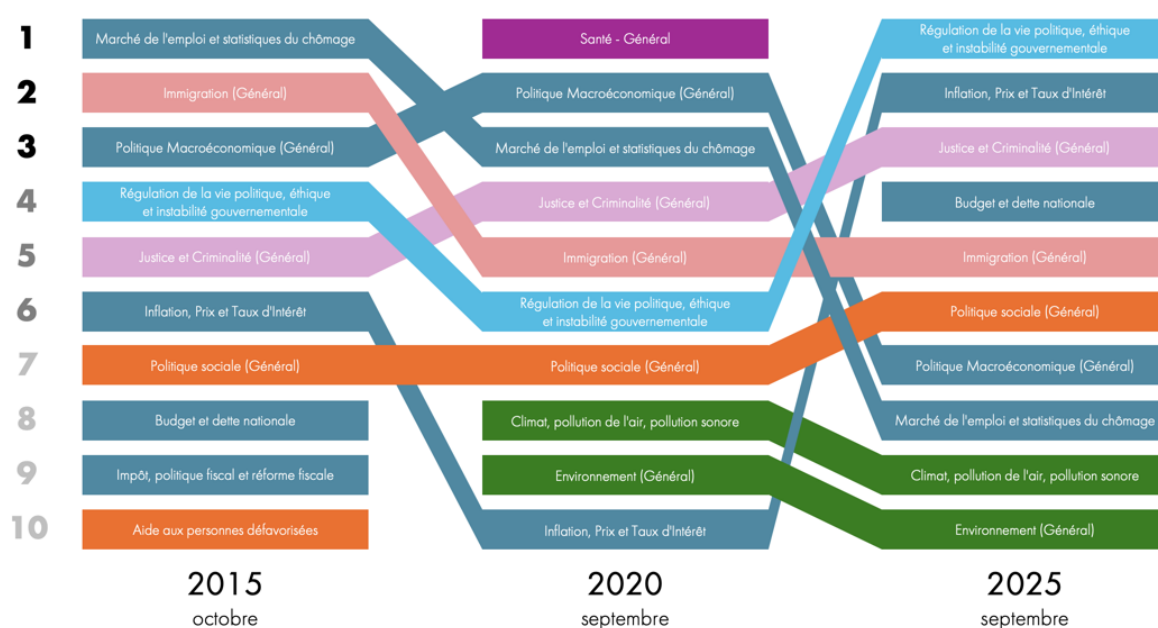
- 1. Codage par contenu substantiel (policy content) :** Chaque réponse a été classée selon la catégorie d'enjeux dont elle relève, et non selon l'instrument politique, la cible ou le cadrage utilisé. Par exemple, une réponse mentionnant "les charges sur les petites entreprises" a été codée 1521 (PME et travailleurs indépendants) plutôt que 107 (fiscalité), car le contenu principal concerne la situation des PME.
- 2. Priorité aux codes spécifiques :** Lorsqu'une catégorie spécifique existait, elle a été privilégiée par rapport aux codes généraux. Ainsi, "la hausse des prix" a été codé 101 (Inflation, prix et pouvoir d'achat) plutôt que 100 (Politique macroéconomique - Général).
- 3. Traitement des réponses génériques :** Les termes très généraux comme "l'économie", "la pollution" ou "la liberté" ont été codés dans les catégories générales correspondantes (respectivement « Politique macroéconomique – Général », « Environnement – Général » et « droits de l'homme, libertés et discriminations - Général »), faute d'éléments permettant une spécification plus précise.
- 4. Gestion des non-réponses :** Les réponses de type "XX", "je ne sais pas", "aucun", "RAS" ou les cases vides ont été systématiquement codées 0 (Non-réponse ou non-exploitable). Les réponses ambiguës ou incohérentes ont également reçu ce code.

Quinze ans de préoccupations françaises une recomposition profonde de l'agenda citoyen (2015-2020-2025)

Pour cette première édition du baromètre, l'analyse doit être initiée par la comparaison des préoccupations spontanées des Français à la question ouverte « A votre avis, quel est le problème LE PLUS IMPORTANT pour la France aujourd'hui ? » sur trois points de mesure : octobre 2015, septembre 2020 et septembre 2025 – soit 15 années. Ces trois occurrences présentent l'intérêt d'occuper une position similaire dans le cycle électoral, toutes situées trois ans après une élection présidentielle et deux ans avant la suivante.

La comparaison de ces trois photographies temporelles dessine une trajectoire marquée par la succession de crises majeures – crise migratoire et attentats de 2015, pandémie de Covid-19 en 2020, crise inflationniste puis crise institutionnelle en 2025 – qui ont profondément bouleversé la hiérarchie des urgences perçues. Plus qu'une simple succession d'événements, ces quinze années témoignent d'une reconfiguration structurelle de l'espace des préoccupations, où certaines thématiques s'effacent durablement tandis que d'autres s'installent de manière parfois pérenne, souvent éphémère au sommet de l'agenda citoyen.

Hiérarchie des Problèmes les plus importants



Problèmes les plus importants

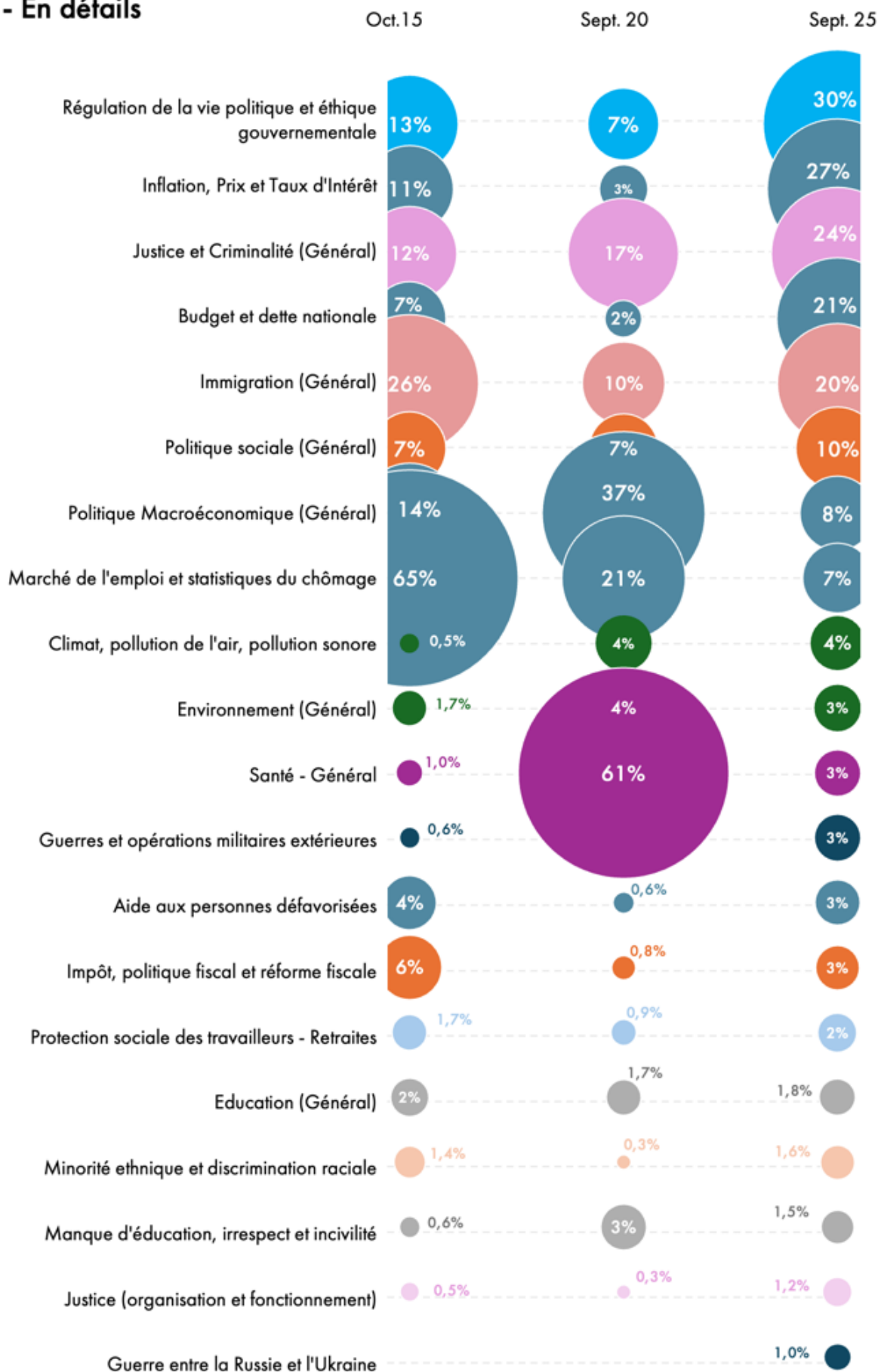
% Problème le plus important « en premier » + « en second »

Base : se prononcent (hors NSP)

[OBSO]

SciencesPo
CEVIPOF

- En détails



La fin de l'hégémonie du chômage : l'effondrement d'une préoccupation séculaire

2015 : l'emploi domine encore massivement l'agenda

En octobre 2015, le marché de l'emploi et les statistiques du chômage constituent de très loin la première préoccupation des Français, évoquée spontanément par **65%** des répondants (c'est-à-dire que près de deux Français sur trois citent spontanément le chômage parmi les problèmes les plus importants du pays). Ce chiffre reflète une période où le taux de chômage, à peine entamé dans sa décrue, reste autour de 10% et où les politiques de l'emploi dominent le débat public. Cette préoccupation écrase littéralement toutes les autres : l'écart avec la deuxième préoccupation atteint près de 40 points, témoignant d'une véritable obsession nationale pour la question du chômage.

Cette hégémonie s'inscrit dans une histoire longue : depuis les années 1980, le chômage constitue le baromètre par excellence du bien-être collectif français, structurant les alternances politiques et les jugements sur l'action gouvernementale. En 2015, cette centralité demeure, prolongeant plusieurs décennies de domination sans partage de cette thématique dans les enquêtes d'opinion.

2020 : un premier décrochage sous l'effet de la pandémie

Cinq ans plus tard, en septembre 2020, alors que le pays sort à peine du premier confinement lié à la pandémie de Covid-19 (mais s'apprête à être en grande partie reconfiné), l'emploi et le chômage ne sont plus cités que par **21%** des répondants. Le recul est spectaculaire : une chute de 44 points en cinq ans, soit une division par trois du niveau de préoccupation. Cette évolution ne s'explique pas encore mécaniquement par l'amélioration du marché du travail – le chômage partiel massif maintient artificiellement les statistiques – mais bien par un bouleversement des priorités collectives sous l'effet du choc sanitaire.

L'emploi passe ainsi en troisième position des préoccupations, détrôné par des enjeux directement liés à la crise : la santé (61%) et la politique macroéconomique générale (37%), cette dernière captant les inquiétudes sur les conséquences économiques du confinement et des plans de relance.

2025 : l'effacement quasi total

Cinq années plus tard, en septembre 2025, l'emploi poursuit sa descente pour atteindre un niveau historiquement bas de **7%**, soit environ neuf fois moins qu'en 2015. Cette évolution marque un tournant dans la société française : pour la première fois depuis des décennies, le chômage cesse d'être une préoccupation de premier plan. Cette mutation s'explique par plusieurs facteurs convergents : un taux de chômage tombé autour de 7%, un marché du travail tendu dans de nombreux secteurs, et surtout l'émergence d'autres urgences qui relèguent l'emploi au second plan des priorités collectives.

Ce phénomène suggère une transformation profonde du rapport au travail et à l'emploi dans la société française. L'anxiété se déplace de la quantité d'emplois disponibles vers leur qualité, leurs conditions et leur rémunération – préoccupations désormais captées par d'autres catégories comme l'inflation ou le pouvoir d'achat.

L'immigration : une préoccupation volatile au gré des contextes

2015 : au sommet de l'agenda dans un contexte de crise migratoire

Avec 26% des répondants l'évoquant en octobre 2015, l'immigration occupe la deuxième position des préoccupations françaises, dans un contexte marqué par la crise migratoire européenne et à la suite de l'attentat terroriste de Charlie Hebdo en janvier (celui du Bataclan interviendra juste ensuite, en novembre). Cette forte préoccupation s'inscrit aussi dans une période où les images de migrants aux portes de l'Europe saturent l'espace médiatique et où les questions sécuritaires s'entremêlent avec les enjeux migratoires dans le débat public.

Cette préoccupation, bien que substantielle, reste néanmoins très en-deçà du niveau atteint par le chômage, reflétant une hiérarchie des urgences encore dominée par les enjeux socio-économiques traditionnels.

2020 : un effacement temporaire sous l'effet de la pandémie

En septembre 2020, l'immigration est citée par 10% des répondants, soit moins de la moitié de son niveau de 2015. Cette baisse témoigne de l'effet d'éviction exercé par la crise sanitaire sur l'ensemble des autres thématiques. Les frontières fermées, le confinement et l'urgence sanitaire repoussent temporairement les préoccupations migratoires au second plan de l'agenda public.

Cette évolution illustre la capacité des crises exceptionnelles à reconfigurer brutalement la hiérarchie des préoccupations, reléguant temporairement des enjeux habituellement saillants dans l'angle mort du débat public.

2025 : un retour en force mais relatif

En septembre 2025, le sujet immigration remonte à 20%, retrouvant un niveau significatif qui le place en cinquième position des préoccupations. Cette remontée s'effectue dans un contexte marqué par la persistance des flux migratoires et les débats récurrents sur les politiques d'accueil et d'intégration. Toutefois, malgré cette remontée, le niveau de 2025 reste inférieur de 6 points à celui de 2015.

Il est frappant de constater que, malgré l'intensité des débats politiques et médiatiques sur l'immigration, cette thématique ne parvient plus à occuper le sommet de la hiérarchie des préoccupations spontanées comme elle le faisait en 2015, témoignant d'une certaine saturation ou d'une concurrence accrue avec d'autres enjeux perçus comme plus pressants.

L'émergence durable des enjeux institutionnels et de l'éthique politique

2015 : une préoccupation déjà présente mais modeste

En octobre 2015, la régulation de la vie politique et l'éthique gouvernementale sont évoquées par 13% des répondants, se situant en troisième position de la hiérarchie des préoccupations des Français. Ce niveau reflète déjà une défiance certaine envers le système politique, dans le contexte post-crise financière de 2008 et dans un climat marqué par les scandales politico-financiers des

années 2010 (affaires des Panama papers en 2009, Sarkozy-Bettencourt en 2010, Tapie, Lagarde en 2011, Kadhafi en 2012, affaire des sondages de l'Elysée relancée en 2012, Bismuth en 2014, Bygmalion en 2014, Cahuzac en 2012, affaire des assistants parlementaires du FN en 2014...).

2020 : un recul net dans l'ombre de la pandémie

En septembre 2020, ces préoccupations baissent à **7%**, s'effaçant, elles aussi, derrière l'urgence sanitaire et économique. La crise du Covid-19 produit un effet d'union nationale temporaire et relègue au second plan les critiques institutionnelles, (malgré le mouvement des Gilets Jaunes) au profit d'une focalisation sur la gestion sanitaire et ses conséquences économiques.

2025 : l'explosion des préoccupations institutionnelles

Le changement le plus spectaculaire observé sur la période s'opère précisément sur cette thématique. En septembre 2025, la régulation de la vie politique et l'éthique gouvernementale bondissent à **30%** des répondants, devenant de loin la première préoccupation des Français. Cette progression importante – multiplication par plus de quatre par rapport à 2020, doublement par rapport à 2015 – constitue le phénomène le plus marquant de cette analyse comparative. Ce phénomène est inédit. Tant le rang que le niveau observés par cette préoccupation n'avaient jamais été atteints dans aucune des enquêtes des archives du CEVIPOF.

Cette émergence traduit une crise de confiance profonde envers les institutions et les élites politiques. Certes, la dissolution surprise de l'Assemblée nationale en juin 2024 et la difficulté subséquente à former des gouvernements stables ont contribué à accentuer cette préoccupation pour le fonctionnement démocratique. Mais ce niveau traduit aussi la séquence 2023-2024 marquée par l'usage répété du 49.3 pour faire passer la réforme des retraites, les affaires judiciaires touchant des personnalités politiques de premier plan et renvoie (cf. supra) plus généralement et profondément à un sentiment d'éloignement croissant entre gouvernants et gouvernés.

Ce faisant, cette montée en puissance des enjeux de gouvernance témoigne d'une transformation majeure : une proportion croissante des Français ne se contentent plus d'évaluer l'action publique sur ses résultats, mais interrogent de manière croissante la légitimité même du système politique et la probité de ses acteurs.

Le retour de l'inflation et des questions économiques

2015 : une inflation quasi absente des préoccupations

En octobre 2015, dans un contexte de très faible inflation (autour de 0% voire légère déflation), les prix et taux d'intérêt sont néanmoins cités par 11% des répondants, occupant la sixième position dans la hiérarchie des préoccupations. Ce niveau, loin d'être négligeable pour une réponse spontanée, témoigne d'une sensibilité structurelle des Français aux questions de pouvoir d'achat et de prix, indépendamment même de la dynamique inflationniste objective.

Cette préoccupation en 2015 peut refléter plusieurs dimensions : l'inquiétude persistante sur le maintien du pouvoir d'achat dans un contexte de stagnation des salaires, la hausse de certains postes de dépenses contraintes (logement, énergie), ou encore les effets des taux d'intérêt historiquement bas qui

pénalisent les épargnants. Elle signale que, même en l'absence d'inflation mesurée, environ un Français sur dix identifie spontanément les prix comme un problème majeur du pays.

2020 : un effacement sous l'effet de la pandémie

En septembre 2020, l'inflation n'est plus évoquée que par 3% des répondants. Cette chute de 8 points par rapport à 2015, qui ramène la préoccupation pour les prix à un niveau historiquement bas, s'explique par un double phénomène : d'une part, l'inflation reste très faible voire négative dans certains secteurs touchés par la crise, d'autre part, et surtout, l'effet d'éviction massif exercé par les enjeux sanitaires et économiques plus larges liés à la pandémie. Face à l'urgence sanitaire et aux inquiétudes sur la survie économique, la question des prix passe au second plan des priorités collectives. D'autant qu'il est de facto impossible de consommer « normalement » dans cette période affectée de confinements successifs. Période qui, pour certains Français, signifie plutôt une hausse mécanique de l'épargne.

2025 : une progression sans précédent

Le changement le plus brutal s'opère sur cette thématique entre 2020 et 2025. "Inflation, Prix et Taux d'Intérêt" bondissent à 27% des répondants en septembre 2025, soit une multiplication par près de neuf en cinq ans, devenant la deuxième préoccupation des Français. Cette progression témoigne d'une convergence des inquiétudes économiques : l'impact durable de la séquence inflationniste de 2022-2024 (avec une hausse cumulative des prix de plus de 15% en trois ans), mais aussi la remontée brutale des taux d'intérêt après une décennie de politique monétaire relativement favorable, qui pèse sur l'accès au crédit immobilier et le coût de l'endettement.

Ce niveau de 27% représente également presque un triplement par rapport à 2015, suggérant non seulement un retour de cette préoccupation mais une intensité inédite. Alors qu'en 2015, environ un Français sur dix évoquait spontanément les prix et taux d'intérêt malgré l'absence d'inflation, ils sont désormais près de trois sur dix à le faire. La persistance de cette inquiétude malgré le ralentissement progressif de l'inflation indique que les ménages ont profondément intériorisé la perte de pouvoir d'achat subie, restent vigilants sur l'évolution des prix, et subissent également les effets de la hausse des taux d'intérêt sur leurs capacités d'emprunt et d'investissement.

Cette catégorie capte désormais une partie des préoccupations qui s'exprimaient auparavant à travers le prisme de l'emploi, signalant un déplacement des anxiétés économiques de la quantité de travail disponible vers la capacité à maintenir son niveau de vie face aux évolutions monétaires et financières.

Budget et dette : une forte poussée récente

La dette nationale : une forte poussée récente

La préoccupation pour le budget et la dette nationale connaît une trajectoire discontinue sur la période : **7%** en 2015, **2%** en 2020 (chute temporaire liée à la pandémie), puis **21%** en 2025. Cette dernière valeur représente presque un triplement par rapport à 2015 et place la dette au quatrième rang des préoccupations en 2025.

Cette progression reflète l'accumulation des déficits publics, particulièrement après les plans de relance liés à la pandémie et à la crise énergétique, portant la dette publique française au-delà de 110% du PIB. La dette française a en effet doublé en valeur courante en 15 ans de 1700 en 2010 à 3400 milliards aujourd'hui. La médiatisation croissante des tensions budgétaires, des difficultés voire

incapacités à élaborer et voter un budget à l'Assemblée nationale, des risques du déclassement de la note souveraine de la France et des débats sur la soutenabilité des finances publiques contribuent à ancrer cette préoccupation dans l'opinion publique.

La montée des préoccupations sécuritaires

La justice et la criminalité connaissent une progression régulière et significative sur la période : **12%** en 2015, **17%** en 2020, puis **24%** en 2025. Cette thématique double quasiment son score entre 2015 et 2025, passant du cinquième au troisième rang des préoccupations.

Cette montée en puissance reflète plusieurs phénomènes convergents : la médiatisation accrue des faits divers violents, le sentiment d'impunité alimenté par les débats sur la récidive et l'engorgement judiciaire, et plus largement une anxiété sécuritaire. La question du trafic de drogue, particulièrement saillante depuis 2023-2024 avec les règlements de comptes entre bandes dans plusieurs agglomérations, contribue également à alimenter cette préoccupation. L'installation durable de la question sécuritaire dans le trio de tête des préoccupations en 2025 témoigne d'une transformation de l'agenda public français, où les enjeux d'ordre et de sécurité occupent désormais une place comparable à celle des questions économiques traditionnelles.

L'effacement des enjeux environnementaux : un paradoxe inquiétant

Un niveau déjà faible en 2015

En octobre 2015, les préoccupations environnementales (climat + environnement général) ne sont évoquées que par **2,2%** des répondants (0,5% pour le climat, 1,7% pour l'environnement général), témoignant d'une conscience environnementale encore relative dans l'opinion publique malgré la tenue de la COP21 à Paris quelques semaines plus tard.

2020 : un doublement temporaire

En septembre 2020, ces préoccupations sont multipliées par 4 pour atteindre **8%** (4% chacune pour le climat et l'environnement général). Cette progression s'inscrit dans une période de forte mobilisation de la jeunesse pour le climat (Fridays for Future, marches pour le climat), de médiatisation accrue des enjeux environnementaux et d'intégration progressive de ces thématiques dans le débat public français.

2025 : un recul préoccupant malgré l'urgence climatique

Paradoxalement, en septembre 2025, alors que les manifestations concrètes du changement climatique se multiplient (canicules, sécheresses, événements climatiques extrêmes), les préoccupations environnementales reculent à **7%** (4% pour le climat, 3% pour l'environnement général). Ce niveau reste certes trois fois supérieur à celui de 2015, mais demeure étonnamment bas au regard de l'urgence objective de la situation.

Ce décrochage relatif entre l'aggravation des indicateurs climatiques et le niveau de préoccupation spontanée interroge sur plusieurs plans. Il peut refléter un phénomène d'accoutumance aux discours alarmistes, une forme de découragement face à l'ampleur du défi, ou plus probablement un effet

d'éviction exercé par les urgences économiques et politiques immédiates. Les questions de pouvoir d'achat, d'inflation et de crise institutionnelle semblent avoir capté l'essentiel de l'attention collective, reléguant les enjeux de long terme au second plan. Le constat est sans appel : dans la hiérarchie des priorités subjectives immédiates des citoyens, les enjeux environnementaux ne sont que rarement parmi les 2 plus importants.

Cette évolution soulève un enjeu démocratique majeur : comment maintenir la mobilisation sur des défis structurels de long terme lorsque les urgences du quotidien satureront l'espace des préoccupations ?

La santé : une trajectoire en dents de scie

La préoccupation pour la santé en général connaît des variations spectaculaires qui épousent étroitement les événements : **1%** en 2015, **61%** en 2020, puis **3%** en 2025.

Le pic de 2020 s'explique évidemment par la pandémie de Covid-19, qui place la santé publique au cœur absolu des préoccupations durant plusieurs mois, avec un niveau de mentions sans équivalent dans l'histoire récente des enquêtes d'opinion. Cette préoccupation écrase alors toutes les autres, captant près des deux tiers des réponses spontanées.

Le retour à un niveau très bas en 2025 (3%) illustre le caractère conjoncturel de cette explosion de 2020 : une fois la menace pandémique éloignée, la santé redevient une préoccupation résiduelle dans l'agenda spontané des Français, malgré les tensions persistantes dans le système hospitalier et les difficultés d'accès aux soins. Cette volatilité extrême témoigne de la domination des préoccupations de court terme sur celles de long terme dans la construction de l'opinion publique.

Des enjeux sociaux en retrait relatif

Plusieurs thématiques sociales occupent une position relativement stable sur toute la période :

La politique sociale générale : 7% en 2015, 7% en 2020, 10% en 2025. Malgré une légère progression en 2025, cette thématique reste en retrait relatif, suggérant que les préoccupations sociales s'expriment désormais davantage à travers des prismes spécifiques (inflation, pouvoir d'achat).

La protection sociale des travailleurs et les retraites : 1,7% en 2015, 0,9% en 2020, 2,2% en 2025. Le niveau de 2025 reste étonnamment bas compte tenu de la mobilisation massive contre la réforme des retraites en 2023, suggérant que cette préoccupation a été largement absorbée par la catégorie plus large de l'éthique politique et de la gouvernance.

L'éducation : 2% en 2015, 1,7% en 2020, 1,8% en 2025. La stabilité à un niveau bas de cette préoccupation contraste avec les débats récurrents sur la crise de l'école française et les résultats en baisse dans les enquêtes internationales.

L'aide aux personnes défavorisées : 4% en 2015, 0,6% en 2020, 2,8% en 2025. Le faible niveau de cette préoccupation, même dans un contexte de hausse des inégalités, de la pauvreté et de recours massif à l'aide alimentaire, témoigne d'une assez faible présence de la grande pauvreté dans l'espace public spontané.

Ces niveaux modestes soulignent un phénomène marquant : les enjeux sociaux traditionnels, qui constituaient historiquement le cœur du débat public français, ont largement perdu en saillance spontanée, au profit de préoccupations économiques immédiates (inflation) ou institutionnelles (gouvernance).

Leçons d'une quinzaine d'années : quelles dynamiques structurelles ?

Au total, l'analyse comparative de ces trois points de mesure permet de dégager plusieurs enseignements majeurs sur l'évolution de l'opinion publique française :

La fin d'un monopole : l'éclatement de la structure des préoccupations

L'évolution la plus frappante concerne la structure même de la hiérarchie des préoccupations. En 2015, deux thématiques (emploi et immigration) étaient évoquées ensemble par près de 90% des répondants, avec une domination écrasante du chômage (cité par 65% des personnes interrogées). En 2025, les cinq premières préoccupations se situent toutes entre 20% et 30% des répondants, témoignant d'une fragmentation beaucoup plus grande de l'agenda citoyen.

Cette évolution suggère une société française confrontée à une multiplicité de défis perçus comme également pressants, là où elle était auparavant structurée autour d'une ou deux préoccupations hégémoniques. Cette pluralisation des urgences rend plus complexe la compréhension, mais aussi la définition des priorités politiques et peut contribuer au sentiment d'incertitude et de perte de maîtrise.

L'effet d'éviction des crises majeures

Les trois mesures témoignent de l'effet considérable des crises majeures sur la structuration des préoccupations. La pandémie de 2020 a produit un bouleversement complet de l'agenda, faisant émerger la santé comme préoccupation ultra-dominante et reléguant temporairement la plupart des autres enjeux. De même, la crise inflationniste de 2022-2024 a durablement installé les questions de pouvoir d'achat au sommet de la hiérarchie.

Ces effets d'éviction soulèvent une question démocratique : dans quelle mesure l'agenda public est-il déterminé par une succession de chocs exogènes plutôt que par une construction délibérative des priorités collectives ?

Le déplacement des inquiétudes économiques

Les quinze années observées témoignent d'un déplacement majeur dans la nature des préoccupations économiques. En 2015, l'anxiété économique s'exprimait prioritairement par la peur du chômage (disponibilité du travail). En 2025, elle se cristallise sur l'inflation et le pouvoir d'achat (rémunération et conditions du travail), ainsi que sur les finances publiques (soutenabilité du modèle).

Ce déplacement suggère une transformation profonde du rapport au travail et à l'économie : dans un marché du travail tendu, la question n'est plus tant de trouver un emploi que de pouvoir en vivre dignement. Cette évolution pourrait annoncer une reconfiguration durable des clivages socio-économiques français.

La persistance de l'immigration comme thème structurant mais fluctuant

Tout au long de la période, l'immigration se révèle être une préoccupation substantielle de l'opinion française, se maintenant dans le top 5 des enjeux. Sa capacité à résister aux effets d'éviction des crises successives témoigne de son ancrage profond dans les représentations collectives, même si son niveau de saillance fluctue considérablement selon les contextes.

L'émergence d'une crise de légitimité institutionnelle

La transformation la plus structurelle observée sur la période concerne l'émergence massive des préoccupations relatives à l'éthique politique et au fonctionnement institutionnel. Cette évolution témoigne d'une défiance croissante envers le système politique lui-même, qui ne se contente plus d'être un cadre de résolution des problèmes mais devient lui-même un problème de premier plan.

Cette crise de légitimité, qui place désormais les enjeux de gouvernance au sommet de l'agenda en 2025, constitue probablement la transformation la plus lourde de conséquences pour l'avenir du système démocratique français.